

## La preuve qu'en plus, le virus rend fou

### Chronique

**Pierre Ruetschi\***  
Journaliste



Au dernier relevé, il y a 53 pays sur la liste rouge. Vous arrivez, au hasard, du Belize, du Swaziland ou des Îles Féroé, et hop, au coin. Si vous feintez, il vous en coûtera jusqu'à 10'000 francs d'amende. On s'en moque. Avec la rentrée, un nouveau palier vient d'être franchi. Notre grand voisin hexagonal dépasse depuis de quelques jours le 60/100'000. En toute bonne logique, la France devrait être rajoutée à la liste toxique. Sauf qu'on parle d'un gros poisson et le Conseil fédéral hésite depuis des jours. Ô combien on le comprend. Genève, avec ses 85'000 frontaliers qui finiraient tous en quarantaine, se retrouverait à l'arrêt. Fermés, les hôpitaux, restaurants, horlogers, secteurs informatiques des banques.

«Avec la rentrée, un nouveau palier vient d'être franchi»

Ce serait le K.-O. technique. Mais pas de panique. Berne finira bien par comprendre nos différences et, si le gouvernement passe à l'action, il nous mijotera à coup sûr plein d'exceptions pour ne pas entraver «nos» frontaliers. C'est bien, mais totalement incohérent. Ainsi, le frontalier peut aller travailler, mais le Genevois ne peut pas visiter son vieux père de l'autre côté de la frontière. Le sanitaire est sacrifié à l'économie. Non moins déroutant: un serveur frontalier d'Annecy revenant d'une zone à haut risque dans le Midi, sera le bienvenu à Genève pour reprendre le travail. Son ami de voyage genevois se fera en revanche harponner à la douane. Enfin et surtout, on semble avoir oublié que le taux de nouveaux cas est plus élevé à Genève (90/100'000 environ) que dans les départements voisins français. En conséquence, les frontaliers devraient être mis en quarantaine, certes, mais en rentrant chez eux et non en se rendant à Genève. Le monde à l'envers. Et la preuve qu'en plus, le virus rend fou.

\* Directeur du Club suisse de la presse

### www.tdg.ch

#### États-Unis

● **Kamala Harris** Voir les textes et vidéos concernant la sénatrice démocrate Kamala Harris, devenue la première femme de couleur à briguer la vice-présidence des États-Unis.



#### Environnement

● **Le rat des moissons** Lire dans notre série sur les espèces en danger le cas de la souris des laïches ou rat des moissons, rongeur encore présent à Genève malgré la disparition des plaines marécageuses.



#### Covid-19

● **Retour du froid** Lire l'interview d'Antoine Flahault, professeur de santé publique à l'UNIGE. Son avis est qu'on va se retrouver sous pression d'un virus plus virulent et plus contagieux en hiver».



## Courrier des lecteurs

# Le loup devient un bouc émissaire

### Lettre du jour

**Vernier, 26 août** Voilà seulement vingt-cinq ans que le loup vit à nouveau en Suisse. Alors qu'il tuait 50 moutons par an, en 2019 ce chiffre est divisé par dix grâce aux mesures de protection mises en place pour protéger les troupeaux.

Faciliter, avec la nouvelle loi fédérale sur la chasse, l'abattage du loup serait donner raison aux éleveurs irresponsables. Plus de la moitié des alpages de moutons restent sans surveillance en Suisse.

Quelque 4200 moutons périssent annuellement durant la période d'estivage d'autres causes, attaques de chiens errants, chutes, maladies, à l'instar de ces 25 moutons morts l'an der-



F. COFFRINI/NEVSTONE

nier en Valais infestés de tiques. Il en faut, des semaines de négligence, pour en arriver là! L'élevage de moutons dans notre pays ne survivrait même pas sans les

dizaines de millions de francs de subventions annuelles versés par la Confédération et le contingentement de viande ovine étrangère. Ne faisons pas du loup le bouc

émissaire de nos peurs relayées par des contes ancestraux.

Continuons à nous promener dans les bois sans crainte. Même si le loup y était, il ne nous mangerait pas. Le Petit Chaperon rouge devrait plutôt se méfier des prédateurs humains, sans scrupule pour leurs semblables... Plutôt que donner carte blanche aux cantons pour tuer «préventivement» des espèces protégées, la nouvelle loi aurait mieux fait de se préoccuper des espèces au bord de l'extinction qui elles, pourront continuer à être chassées.

La biodiversité est le tissu vivant qui nous fait vivre, devenons responsables. NON à la nouvelle loi sur la chasse.

**Christina Meissner,**  
responsable du centre de soins SOS hérissons

### Sans masque

**Saint-Genis-Pouilly (F), 24 août** Quand je lis que M. Mauro Poggia pense que le Covid-19 passe en Suisse par le biais des frontaliers, je lui demande d'aller jeter un coup d'œil à Zermatt, par exemple. Je reviens d'un court séjour là-bas et j'ai été sciee de constater que personne ne porte de masque. Ni les employés de l'hôtel ni ceux des magasins ou des restaurants ne se protègent. Dans les rues, qui sont très animées dans ce village touristique, on peut compter sur les doigts d'une main le nombre de personnes portant un masque. Nous étions quatre amis et nous nous protégeons mais tout le monde nous regardait comme si nous étions des extraterrestres. Alors la Suisse (mon pays), qui est si respectueuse en temps normal, a-t-elle perdu la tête?

**Christiane Vollet**

### Une proposition dogmatique

**Genève, 24 août** Il y a le dogme. Et la réalité. Le dogme, c'est l'initiative pour un salaire minimum proposée par les syndicats. Avec un slogan simple: Genève est un canton riche, qui peut bien se permettre de donner un salaire de 23 francs minimum à ses travailleurs. Et il y a la réalité. Tout d'abord, ce n'est pas «Genève» qui verse les salaires mais les entreprises. Et celles-ci ne sont pas toutes riches et n'ont pas toutes des marges importantes. Mais surtout, il y a la réalité des faits. Les pays qui ne connaissent pas de salaire minimum sont globalement ceux qui offrent le niveau de rémunération le plus élevé. Il y en a bien un avec salaire minimum - le Luxembourg - qui offre des salaires presque aussi élevés que la Norvège et la Suisse (les plus généreux). Mais

ce salaire minimum est inférieur à 13 francs de l'heure! Ce qui signifie en clair que pour avoir un niveau de salaire élevé, mieux vaut ne pas avoir de salaire minimum. On peut aussi relever que les pays sans salaire minimum s'en sortent mieux au niveau du taux de chômage. Alors pourquoi remettre en question un système qui fonctionne, avec une proposition dogmatique? Il n'y a qu'à jeter un coup d'œil de l'autre côté de la frontière pour se rendre compte que l'interventionnisme étatique n'est pas vraiment bon pour la santé économique d'un pays ou d'une région.

**Vincent Maitre**  
Conseiller national

### Genève au bord de l'explosion

**Carouge, 24 août** En 2040, entre 576'000 et 625'000 habitants devraient vivre dans le canton de Genève. Les mouvements migratoires seront évidemment décisifs. Il faut arrêter le «massacre»: Genève est déjà au bord de l'explosion. En août 2018, le canton de Genève a passé la barre des 500'000 habitants. On le voit chaque jour, nos routes sont congestionnées, surutilisées; des centaines de grues se lèvent dans le canton: Genève explose! Et les Genevois ne veulent pas de cette surdensification. On l'a constaté avec des refus significatifs au cours des votations précédentes. En 2007, début de la libre circulation de personnes entre UE et la Suisse sans restriction, nous étions 447'584 Genevois. En 2019, on compte déjà 506'765 personnes habitant à Genève, soit une augmentation de près de 60'000 en seulement douze ans, ce qui représente près de 5000 personnes par an, en grande majorité en lien avec l'immigration. On

constate les problèmes liés à cette augmentation importante de la population: destruction de notre terre agricole, de la biodiversité, de nos zones villas; augmentation des bouchons, saturation des écoles, des hôpitaux. [...] Nous devons dire «Non à une Genève à 600'000 habitants!» et «Oui» à l'initiative de limitation du 27 septembre.

**Damien Guinchard**

### De la sécurité des piétons

**Genève, 19 août** C'est aujourd'hui le laxisme total, les trottoirs sont envahis de vélos et trottinettes. Par décision aberrante, les cyclistes ne sont plus obligés d'être équipés d'une sonnette, alors que la moindre des politesses serait d'avertir les piétons, qui n'ont pas les yeux derrière la tête! On équipe la ville de pistes cyclables, les cyclistes ne pourront plus évoquer le manque de place pour accaparer les trottoirs. Je crains malheureusement que cela ne change pas grand-chose. J'ai en effet vu des cyclistes circuler sur les trottoirs alors qu'il y avait des pistes cyclables des deux côtés de la rue. [...] Nous piétons ne sommes plus en sécurité et personne ne s'en préoccupe. Alors peut-être faudra-t-il que nous nous regroupions et bloquions le pont du Mont-Blanc pour nous faire voir et entendre.

**Evelyne Riz-à-Porta**

### Bruit et santé

**Versoix, 21 août** 20 août 2020: un avion à 22 h 25, un autre à 22 h 35, très bruyants. Je m'endors vers 23 h, un avion me réveille à 0 h 05, un vol de la Rega, très bruyant aussi. Puis, à 6 h ce matin, un vol également assourdissant! Notre santé? Peut-être devrait-on commencer là où sa

détérioration est produite, admise, encouragée, au nom d'une économie toute-puissante, complètement disjointe de l'écologie. Cette économie ne nous fait pas vivre, elle nous tue. [...] Cette période est propice pour mettre enfin en place un vrai couvre-feu de 22 h à 7 h du matin, interdire les vols à moins de 1000 kilomètres, imposer un quota de kilomètres de vol individuel, faire payer les billets d'avion à leur prix réel. Extrême? Voyons! Notre survie ne vaut-elle pas de vraies mesures et non de la cosmétique?

**Anne Chaudieu**

### Pour un accès au marché européen

**Genève, 19 août** Les entreprises suisses ont besoin d'un accès sans discrimination au marché européen et c'est bien grâce aux accords bilatéraux qu'elles peuvent exporter leur production sans entraves. La situation actuelle le permet et bénéficie tant aux entreprises exportatrices qu'à celles qui sont actives sur le marché intérieur. La bonne santé des entreprises actives à l'export rejaille en effet sur une multitude d'autres volets de la vie économique tels que les fournisseurs, les commerces, les artisans, les mandataires... ainsi que sur l'emploi! Les difficultés actuelles provoquées par la crise du coronavirus posent la stabilité et la prévisibilité comme un besoin plus important que jamais pour notre pays.

En provoquant la perte de l'accès direct au marché européen, l'initiative de limitation menace d'ajouter un nouveau choc économique à la situation actuelle. Nous n'avons vraiment pas besoin de cela! Je voterai non le 27 septembre prochain.

**Bénédictte Montant**  
Architecte

## Tous les blogs sont sur <http://blog.tdg.ch>

### Ils étaient dix

**Sylvain Thévoz** «Dix petits nègres» d'Agatha Christie change de nom français. Aucun souci avec ça, bien au contraire. La phrase de l'arrière-petit-fils de la romancière est pleine de bon sens: «Mon avis, c'est qu'Agatha Christie était avant tout là pour divertir et elle n'aurait pas

aimé l'idée que quelqu'un soit blessé par une de ses tournures de phrases [...] Ça a du sens pour moi: je ne voudrais pas d'un titre qui détourne l'attention de son travail. Si une seule personne ressentait cela, ce serait déjà trop!» Dont acte. Certains s'en offensent. Au nom de quoi? Peut-être d'une certaine sacralité du français, d'une certaine

révérence à l'égard des textes. Pourtant, les versions anglaises de ce texte avaient déjà changé. Publié en 1939 sous le titre «Ten Little Niggers» au Royaume-Uni, ce livre a été publié en 1940 déjà aux USA sous le titre: «And Then There Were None» que l'on pourrait traduire par «Et il n'en resta plus aucun». «Ten Little Niggers» tirait son

titre de la chanson écrite par Frank Green en 1869. Elle-même adaptée d'une chanson américaine écrite en 1868 par Septimus Winner, «Ten Little Indians»... Aujourd'hui, le nouveau titre français sera: «Ils étaient dix». [...] On n'efface pas le passé, mais on le met à jour, et cela depuis la nuit des temps.

**commecestdit.blog.tdg.ch**